

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - République  
centrafricaine/Affrontements armés  
à Bria - Exposition internationale  
d'Astana/Journée de la France -  
Syrie - Hamas - Corée du Nord -  
Russie - République démocratique  
du Congo**  
(Paris, 21 juin 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

**1 - République centrafricaine - Affrontements armés à Bria (20 juin 2017)**

La France condamne les nouveaux affrontements survenus hier à Bria, qui ont fait de nombreuses victimes. Ils rappellent la nécessité de progresser rapidement dans la mise en place effective du programme de désarmement des groupes armés.

Nous espérons que l'accord entre les autorités centrafricaines et des représentants des groupes armés conclu à Rome le 19 juin («entente de sant' Egidio»), qui appelle notamment à un cessez-le-feu sur tout le territoire, permettra des avancées sur la question prioritaire des groupes armés.

La France réitère son soutien au président Touadéra et aux autorités centrafricaines - ainsi qu'à la MINUSCA, qu'elle encourage à agir fermement dans la mise en oeuvre de son mandat de protection des populations civiles.

**Q -** La situation se dégrade chaque jour un peu plus en Centrafrique, et le pays est un «État failli» malgré la présence de l'ONU et la perfusion financière internationale. Que peut, que veut faire la France ?

**R -** Je vous renvoie à la déclaration que nous venons de faire.

**2 - Exposition internationale d'Astana - Journée de la France (21 juin 2017)**

La France est à l'honneur aujourd'hui à Astana, dans le cadre de l'exposition internationale consacrée à l'énergie du futur et à laquelle cinq millions de visiteurs sont attendus.

Soutenu par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, le pavillon français illustre trois secteurs dans lesquels nos entreprises se distinguent particulièrement : la ville durable, les énergies renouvelables et les mobilités éco-compatibles.

Au cours de cette journée, plus de trente ans d'histoire de fête de la musique seront également célébrés à travers une série de manifestations. Un concert symphonique intitulé «d'Astana 2017 à Paris 2025» permettra de valoriser auprès du public la candidature française à l'organisation de l'exposition universelle de 2025.

### 3 - Syrie

Q - La France et la Russie sont-elles désormais sur la même ligne sur la politique à suivre en Syrie ?

R - Comme M. Jean-Yves Le Drian l'a rappelé le 20 juin à Moscou, nous partageons avec la Russie certaines priorités s'agissant de la crise syrienne :

«Nous avons des points communs sur l'appréciation de la situation en Syrie :

- d'abord, nous sommes déterminés l'un et l'autre à défaire Daech et à combattre Al-Qaïda ;
- nous sommes déterminés l'un et l'autre à faire en sorte que l'intégrité territoriale et l'unité de la Syrie soient maintenues ;
- nous sommes déterminés l'un et l'autre à faire en sorte qu'il y ait un État en Syrie qui remplisse ses fonctions ;
- nous sommes opposés à l'usage et à la fabrication des armes chimiques ;
- nous souhaitons un accès aussi large que possible de l'aide humanitaire ;
- nous cherchons à agir pour une solution politique sur la base de la résolution 2254».

### 4 - Hamas

Q - Pensez-vous qu'il faut une résolution au conseil de sécurité qui sanctionne le groupe Hamas et tous ceux qui soutiennent ce groupe ?

R - Le Hamas est inscrit sur la liste des organisations reconnues comme terroristes par l'Union européenne.

Notre position est constante : le Hamas doit répondre clairement aux attentes bien connues de la communauté internationale, c'est-à-dire reconnaître l'État d'Israël et les accords passés, et renoncer à la violence.

La France invite les Palestiniens à poursuivre leurs efforts de réconciliation et soutient le dialogue inter-palestinien. Il n'y aura pas de règlement du conflit sans unité palestinienne sur le principe de la solution des deux États.

## 5 - Corée du Nord

Q - Selon Paris quelles mesures devraient être prises pour persuader la Corée du Nord à abandonner son programme nucléaire ?

R - La France est activement engagée avec ses partenaires et dans toutes les enceintes pertinentes pour parvenir à l'abandon des programmes nucléaire et balistique de la Corée du Nord, conformément aux décisions du conseil de sécurité.

Nous travaillons avec nos partenaires au renforcement de la mise en oeuvre des sanctions existantes et appelons au renforcement des sanctions du conseil de sécurité et de l'Union européenne pour accroître la pression sur le régime nord-coréen.

## 6 - Russie

Q - Faut-il alléger les sanctions européennes envers la Russie pour faciliter le dialogue avec Moscou ?

R - Nous avons un dialogue constant avec la Russie, confirmé récemment par la rencontre entre le président de la République et son homologue le 29 mai à Versailles ainsi que par le déplacement du ministre de l'Europe et des affaires étrangères à Moscou hier.

Comme M. Jean-Yves Le Drian l'a rappelé à cette occasion, «nous ne cherchons ni l'isolement de la Russie du reste de l'Europe ni son affaiblissement économique. Nous cherchons à travailler ensemble de manière pragmatique à la résolution de problèmes qui nous affectent autant qu'ils affectent la Russie».

La France oeuvre pour le règlement du conflit en Ukraine dans le cadre du format Normandie. Comme M. Jean-Yves Le Drian l'a rappelé hier, «plus [la crise ukrainienne] dure, plus la perspective d'un règlement s'éloigne et, avec elle, la perspective d'une normalisation des relations entre l'Union européenne et la Russie».

## 7 - République démocratique du Congo

Q - En RDC, la région du Kasai est en proie à d'atroces massacres depuis des mois, et l'ONU a accusé hier les autorités congolaises d'armer une milice responsable de tueries. Quelle est votre analyse de la situation ?

R - La France exprime sa préoccupation face aux graves violations des droits de l'Homme perpétrées dans les Kasais depuis l'été 2016.

Il est impératif que toute la lumière soit faite sur ces exactions. Nous estimons à ce titre nécessaire la mise en place d'une enquête par le conseil des droits de l'Homme des Nations unies, en coopération avec les autorités congolaises.

La France est en outre préoccupée par les conséquences de ces violences sur les opérations d'enrôlement et l'organisation des élections./.